LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 17 novembre 2026

Nouvelle journée d'action sans lendemain et sans perspective politique.

Pas le temps de causer.

Lu.

- La politique polonaise est divisée entre la droite et la droite nationaliste. La gauche est maintenant quasi insignifiante. La légèrement social-démocrate Nowa Lewica est un petit partenaire junior dans la coalition gouvernementale de Tusk et ses sondages tournent autour des 8%. C'est quasiment la seule "*gauche*".

J-C - Voilà le produit de la social-démocratie et du stalinisme, ils ont plus que réussi à neutraliser le mouvement ouvrier, ils l'ont pulvérisé, il n'existe pratiquement plus. Vous me direz, il était devenu tellement pourri, qu'il vaudrait peut-être mieux de le reconstruire entièrement sur des bases nouvelles, vu sous cet angle, c'est peut-être un avantage, à condition que ces bases soient saines. Là, la tâche va s'avérer périlleuse, les écueils et les pièges ne manqueront pas, car ce ne sera pas de la tarte de renouer avec le marxisme et le socialisme, après qu'ils eurent été traînés dans la boue si longtemps, bon courage camarades.

Présidentielle 2027. Union nationale en direct sur LCI lundi 16 novembre 2026

J-C - 3,7 milliards d'euros d'argent public versés à des officines privées, aux ONG ou associations, qui essaiment et vivent au détriment des budgets sociaux de l'Etat. Elles viennent pallier les carences des services de l'Etat en matière de santé par exemple, ce qui permet de justifier l'abandon de ses services de nature collective ou publique au profit du privé dont elles font partie.

Organisations privées, fonds privés.

Ce n'est pas un hasard si ces organisations ont vu le jour pendant que se mettaient en place des politiques néolibérales ou néoconservatrices. Elles les ont accompagnées, depuis elles ont été incluses dedans. Elles fonctionnent selon les principes de la collaboration de classes, privilégiant le consensus ou la collusion d'intérêts entre la droite et la gauche, ce qui évidemment dérange l'extrême droite, d'autant plus qu'elle ne peut pas vendre la mèche, puisqu'elle aussi représente le régime en place que tous s'évertuent à essayer de sauver.

Marine Le Pen critiquée en plein débat de la présidentielle pour sa volonté de couper les subventions des associations "*politisées*" - franceinfo.fr 17 novembre 2026

Sur LCI, un front allant de Jean-Luc Mélenchon à Gabriel Attal et passant par Raphaël Glucksmann s'est dressé face à la candidate RN.

Dans son programme, le RN entend "*baisser les subventions aux associations ne relevant pas de l'intérêt général*" pour économiser 3,7 milliards d'euros d'argent public par an. "*En gros, si vous arrivez au pouvoir, il y aura les associations qui seront au garde-à-vous derrière vous, qui pourront être soutenues et il y aura toutes les autres qui verront leur financement retiré*", a dénoncé l'ancien Premier ministre Gabriel Attal.

"*A Hayange, le maire du Rassemblement national a coupé l'électricité et le gaz au Secours populaire et c'est la justice qui a dû obliger la ville à remettre l'électricité et le gaz au Secours populaire*", a-t-il déroulé. "*Ça c'est vrai*", l'a soutenu Jean-Luc Mélenchon. "*C'est totalement vrai*", a abondé Raphaël Glucksmann.

J-C- Un exercice de démagogie des plus dégueulasses, auquel ils se sont tous prêtés, tout est dans l'ordre des choses, merci.

Organisations privées, fonds privés, point barre, ce n'est pas négociable. Tout dépend dans quel type de société nous voulons vivre. La leur, on n'en veut pas, puisqu'elle perpétue la pauvreté et l'injustice sociale, en fait, ils passent leur temps à la cautionner tous autant qu'ils sont, voilà la vérité.

Dis-moi qui t'accompagne, je te dirai qui tu es…

Présidentielle: Sandrine Rousseau appelle les Écologistes "*à rejoindre la dynamique de Jean-Luc Mélenchon*" et Marine Tondelier à se retirer - BFMTV 15 novembre 2026

Sandrine Rousseau ne croit pas en la candidature à l'élection présidentielle de Marine Tondelier. Invitée de BFMTV ce dimanche 15 novembre, la députée écologiste a indiqué qu'elle ne parrainerait pas la patronne de son parti.

"*J'entends qu'elle veuille affirmer sa personnalité politique dans le champ mais là, aujourd'hui, nous sommes à une élection de tous les dangers pour une partie de la population*", a-t-elle réagi.

La parlementaire parisienne considère que "*cette candidature écologiste qui fait 3% doit alimenter une dynamique plus large*."

Dans le cas où Marine Tondelier choisirait de se maintenir coûte que coûte, Sandrine Rousseau qualifie ce scénario de dangereux. "*Ça pourrait être les pourcents qui manquent à la gauche pour accéder au second tour*."

Interrogé sur les divers sondages donnant Jean-Luc Mélenchon battu au second tour de l'élection présidentielle en cas de duel avec Marine Le Pen, Sandrine Rousseau temporise. "*Présentez-moi un seul candidat qui aujourd'hui n'est pas battu au second tour par Marine Le Pen. La question qui va se poser au second tour c'est ce que va faire le bloc central*", a-t-elle ajouté, déplorant le "jeu extrêmement dangereux" auquel s'adonnent ses représentants "*en mettant un signe égal*" entre LFI et RN.

"*Si le bloc central ne voit pas la différence entre les deux, alors, ce sera le moment de vérité, les masques vont tomber.*"

J-C - C'est faux, "*le bloc central*" s'apprête le cas échéant à tout faire pour que Le Pen soit élue, si l'opération Philippe foirait. D'ici février, tous les candidats de droite vont se désister en sa faveur, si l'oligarchie ne leur laisse pas d'autre choix. A suivre.

Mémoires d'Outre-Tombe. L'Ippon n'est plus loin.

J-C – Ippon, c'est K.O au judo. C'est l'histoire d'un pauvre type devenu riche et célèbre, mais encore, mégalomane, qui s'est laissé embarquer dans une aventure qu'il croyait miraculeuse, et qui à l'arrivée va s'avérer calamiteuse, un vrai cauchemar, c'est très con !

Apparemment, avant qu'il débarque dans la campagne électorale comme dans un jeu de quilles, avant lui le monde n'existait pas, il n'avait jamais entendu dire « *tout sauf Macron* », du coup, il a craché dessus, ce qui lui a valu de perdre quelques-uns de ses soutiens macronistes, qui n'ont pas du tout apprécié son reniement ou qu'il les trahisse à la première occasion, ils ont dû estimer le gaillard peu fiable et plutôt ingrat, ce qu'il est effectivement.

Les masses antillaises ont déjà fait le même constat, elles considèrent que les élections ou la politique, c'est quand même plus sérieux que le sport, parce que c'est leur destin et celui de leurs familles qui est en jeu, et plus leurs conditions d'existence sont difficiles, plus elles en prennent conscience. Lui, cela lui échappe complètement, avec tout le fric qu'il a. Ils ne sont pas faits pour s'entendre, et c'est tant mieux !

La candidature de Teddy Riner divise les Antilles - 20 Minutes 16 novembre 2026

Si Teddy Riner porte fièrement ses origines guadeloupéennes, elles ne semblent pas forcément lui garantir l'approbation de tout l'électorat antillais

Lors de sa déambulation au salon, le champion du monde s'arrête à de nombreux stands des Outremer. Alors qu'il discute avec une autre exposante martiniquaise, celle-ci se confie : « *Il faut aider les entreprises martiniquaises et guadeloupéennes à rayonner sur le territoire national […] Il y a une inégalité avec les entreprises qui sont localement installées, on a du mal à rayonner parce qu'on n'est pas bien accompagnés.* »

La polémique « *Made in Outremer* »

Teddy Riner acquiesce, lui veut également rendre plus accessibles les produits ultramarins dans tous les supermarchés de France. Mais quand l'exposante lui parle de ses produits « *made in Outremer* », il l'interrompt. « *Je ne veux pas entendre parler de made in Outremer. On est la France. C'est made in France.* »

Une sortie qui n'a pas manqué de faire tiquer la communauté antillaise sur les réseaux sociaux, déjà divisée sur la candidature du judoka. « *Il n'a aucune éloquence, beaucoup d'orgueil et de condescendance* », fustige par exemple une internaute qui partage sa « *déception* ». « *Ça a fait beaucoup réagir, car ce sont des phrases qui pouvaient être largement entendues au XXe siècle, mais aujourd'hui, ça ne passe plus, surtout auprès des plus jeunes* », fait remarquer Thierry Nicolas.

Il développe : « *Peu après la départementalisation qui a fait passer la Martinique et la Guadeloupe du statut de colonie à celui de département français, l'idée d'une assimilation a primé. Et cela passait par l'idée de reléguer au second plan les spécificités territoriales. Certains partis, notamment de droite, ont longtemps défendu cette conception.* » Ce qui peut laisser penser, selon le chercheur, que Teddy Riner « *cherche à draguer un électorat de droite, voire au-delà* ».

« *Tout sauf Macron* »

Même avant cette séquence, une partie de la population antillaise « *a été déçue* » de voir le quintuple champion entrer dans la course à l'Élysée. Et c'est notamment à cause de sa proximité supposée avec Emmanuel Macron. Teddy Riner a beau rejeter tout lien avec lui, cette image de chouchou du président semble lui coller à la peau.

Or, aux Antilles, c'est « *tout sauf Macron* », précise Thierry Nicolas. Une défiance qui s'est manifestée dès l'élection présidentielle de 2022, rappelle-t-il, alors que l'actuel président « *est arrivé troisième au premier tour aux Antilles et a été battu par Marine Le Pen au second* ». « *De voir que Riner était plus ou moins assimilé à Macron, ça a créé beaucoup de rejet* », conclut le maître de conférences.

Il estime enfin que certains électeurs voient le judoka comme un rival de la France insoumise. Au premier tour de 2022, Jean-Luc Mélenchon avait remporté 56,16 % des voix en Guadeloupe et 53,1 % en Martinique. « *Certains considèrent que Teddy Riner risque de puiser dans le réservoir de votes de Jean-Luc Mélenchon, davantage qu'aux candidats du centre* », explique Thierry Nicolas. S'il imagine que certains électeurs antillais « *par réflexe identitaire, seraient amenés à voter Riner* », le simple fait qu'il soit guadeloupéen « *ne suffit pas à lui assurer des voix* », assure-t-il.

En voilà un bien mal « *accompagné* » !

J-C – Deux de ses parrains macroniste et sarkozyste l'ont déjà lâché, voir la causerie d'avant-hier.

Présidentielle 2027 : « *J'ai été surpris…* » Les doutes de Lilian Thuram sur la candidature de son « *ami* » Riner - 20 Minutes 15 novembre 2026

L'ex international des bleus espère que le judoka français sera bien « *accompagné* » pour sa campagne présidentielle

« *En fait, y'a pas d'expérience. Je crois beaucoup à l'expérience […] Si Teddy Riner est un champion comme il est, c'est [parce] qu'il a de l'expérience. Lorsqu'on parle de politique, justement il n'a pas d'expérience. C'est pour ça que, encore une fois, j'espère de tout cœur que les personnes qui l'accompagnent sont bienveillantes et vont prendre soin de lui* », a ajouté Lilian Thuram.

France. En régime oligarchique. Moins de 70 cts d'euro par mois, vous êtes trop bon monseigneur.

1,35 million de fonctionnaires vont être augmentés, David Amiel dévoile combien ils vont toucher en plus - Capital 15 novembre 2026

Certains fonctionnaires vont voir leur rémunération *augmenter. «Je vous annonce qu'il y aura bien une hausse des points pour les plus bas salaires de la fonction publique*», a confirmé, ce dimanche 14 novembre sur franceinfo, David Amiel, ministre de l'Action et des Comptes publics, qui précise que 1,35 million d'agents publics bénéficieront d'une augmentation salariale de 350 euros bruts sur l'année en moyenne, soit une vingtaine d'euros nets par mois.

«*Par exemple, pour un caporal sapeur-pompier, septième échelon pour ceux qui sont familiers des questions de la fonction publique, c'est une hausse de 600 euros bruts par an*», explique David Amiel. Capital 15 novembre 2026

Pour l'heure, les différentes annonces du gouvernement «ne répondent pas à l'urgence», c'est pourquoi l'intersyndicale de la fonction publique, réunissant la CGT, l'UNSA, la FSU, Solidaires, la CFE-CGC, la Fédération autonome de la fonction publique (FAFP) et les agents des trois versants du secteur public (Etat, collectivités territoriales et milieu hospitalier), a appelé à une journée de mobilisation et de grève le mardi 17 novembre.

Pourquoi faudrait-il « *rationner* » le complexe militaro-industriel-financier ?

J-C – Vive la guerre ! Laquelle ? De classe, pardi ! Capitalisme : Stop ou encore ? C'est l'unique question qui vaut la peine d'être posée. Vous savez pourquoi ? Parce qu'elle permet de démasquer les opportunistes et les charlatans, les faux opposants au régime, l'opposition contrôlée. Mais encore ?

Parce que quel que soit le courant politique qu'ils représentent de droite ou de gauche, ils sont tous pro capitalistes, donc pro guerres, pro impérialistes, pro fascistes, etc. Cela inclus tous ceux qui se réclament du souverainisme de la France ou de l'Europe, de l'UE, l'ensemble de l'extrême droite et ses satellites, la totalité des géopoliticiens qui interviennent dans les réseaux ou médias dits sociaux, y compris ou surtout, tous ceux auxquels je suis parfois obligé de faire référence, il faut bien fournir les sources de mes informations, ce qui ne m'engage à rien envers eux, je suis inoxydable, incorruptible, indépendant, quoi !

Macron à six mois du départ : économies en France, pas de «*rationnement*» pour Kiev - RT15 nov. 2026

À six mois de quitter l'Élysée, Emmanuel Macron consacre encore un long message à l'Ukraine. Il refuse toute réduction de l'aide à Kiev et défend sa place dans l'OTAN, alors que le gouvernement français prépare 54 milliards d'euros d'efforts budgétaires et que les manifestations contre la vie chère se poursuivent.

Le 14 novembre, deux actualités se croisent. En France, la colère sociale remplit encore les rues. Sur X, Emmanuel Macron s'adresse à ses « *chers compatriotes* », mais c'est surtout de l'Ukraine qu'il leur parle. Après les sommets de Dublin, le président défend le financement de Kiev, une future force multinationale et son rapprochement avec l'OTAN.

Salaires, écoles, services publics : les revendications intérieures s'accumulent, sans trouver place dans le message présidentiel.

Des restrictions pour la France, pas pour Kiev

Macron s'en prend à ceux qui contestent la poursuite de l'aide : « *Soyons clairs : ceux qui veulent rationner les moyens de l'Ukraine souhaitent au fond l'obliger à une paix injuste, à sa vulnérabilisation durable, et ainsi, à celle de l'Europe* »

Le mot « *rationner* » résonne singulièrement en France. Le projet de budget 2027 porté par le gouvernement de Sébastien Lecornu prévoit un effort de 54 milliards d'euros pour réduire le déficit. Parmi les mesures envisagées figurent le gel des pensions de base pour les retraités percevant plus de 1 260 euros mensuels et la non-revalorisation de certaines aides sociales. Selon l'Observatoire français des conjonctures économiques, ces mesures réduiraient le revenu disponible des ménages de 8,7 milliards d'euros en 2027.

Ces économies ne sont pas destinées directement à financer Kiev. Mais le contraste est politique : des restrictions sont envisagées pour les Français, tandis que le chef de l'État présente toute limitation du soutien à l'Ukraine comme un abandon

L'Ukraine dans l'OTAN, encore et toujours

Macron accuse Vladimir Poutine de refuser toute négociation : « *Vladimir Poutine ne veut pas négocier.* » Une accusation qui contraste avec les récents efforts diplomatiques. Les 10 et 11 novembre, des représentants russes, ukrainiens et américains se sont réunis à Abou Dhabi pour discuter d'un règlement du conflit. Le lendemain, Vladimir Poutine a reçu à Moscou les émissaires américains Steve Witkoff et Jared Kushner. Des discussions bien réelles, auxquelles les Européens n'ont toutefois pas été conviés directement.

Le président français défend par ailleurs la place de Kiev dans l'Alliance atlantique : « *l'Ukraine, qui a la première armée conventionnelle d'Europe, a un rôle clé avec l'OTAN – au sein de laquelle elle a toute sa place* ».

À six mois de la fin de son mandat, Emmanuel Macron a choisi son terrain politique. Aux Français, les projets d'économies et les manifestations. À Kiev, la promesse d'un soutien sans « *rationnement* » et d'un avenir dans l'OTAN.

Le suppôt des nazis ukrainiens viole la Constitution et tout le monde s'en fout !

J-C – C'était juste pour le faire remarquer, c'est tout, on ne s'en réclame pas.

Ukraine : des soldats français envoyés en secret, Moscou avait prévenu - RT 16 nov. 2026

Des soldats français partent pour l'Ukraine avec pour consigne de dire qu'ils vont en Pologne. L'enquête de Radio France internationale (RFI) du 16 novembre décrit ce mécanisme de la mission Volia, dirigée par un général français. Elle forme les troupes de Kiev et entretient les armes livrées par Paris, sans que cette présence soit officialisée.

Volia s'appuie sur Gerfaut, un détachement français installé en Pologne depuis février 2023 dans le cadre de la mission européenne d'assistance militaire à l'Ukraine (EUMAM-Ukraine). Des équipes réduites franchissent la frontière pour de courtes interventions. Les militaires concernés doivent, d'après RFI, présenter leur déplacement comme une mission en Pologne.

Les canons Caesar, les Mirage 2000 et les missiles livrés à Kiev nécessitent un entretien spécialisé. Paris a préféré envoyer des soldats d'unités régulières plutôt que des techniciens civils. Leur rôle n'est pas de combattre, mais ils opèrent bien sur le sol ukrainien, alors que les hostilités se poursuivent.

Le Parlement écarté RFI affirme que ni députés ni sénateurs n'ont été avertis. Or l'article 35 de la Constitution impose d'informer le Parlement dans les trois jours suivant le début d'une intervention militaire à l'étranger.

Déjà en mai 2024, Artem Stoudennikov, directeur du premier département européen du ministère russe des Affaires étrangères, annonçait que les militaires français envoyés en Ukraine deviendraient des cibles légitimes.

RFI fait désormais état des soldats de l'armée régulière française en Ukraine. Le dispositif, caché aux parlementaires, donne une nouvelle portée aux avertissements russes.

Une mystification politique de plus signée Soros et Cie. Coup d'Etat en préparation en République Tchèque

J-C - Dans le même article des "*dizaines de milliers de personnes*" deviennent " environ 350 000 à 400 000 personnes"...

C'est fou tous ces acteurs politiques s'exprimant en faveur de "*la liberté de la presse*", surtout, sachant à quel point elle est pourrie dans tous les pays.

Vous ne trouvez pas cela curieux ou alors, il s'agirait juste d'un prétexte pour dresser les masses contre le gouvernement en place, non pas que je veuille le défendre. Au profit de qui, devinez, le gouvernement en place est de droite soutenu par l'extrême droite, et il entend conserver de bonnes relations avec la Russie ? De l'Union européenne cornaquée par les Américains.

Si je reproduis cette info ou désinfo plutôt, c'est uniquement pour montrer, comment ils procèdent pour manipuler les masses, c'est tout. J'en ai fait un document IA de quoi ?

Des dizaines de milliers de personnes à Prague contre la politique médiatique du gouvernement - Euronews 16 novembre 2026

La foule a manifesté dimanche après-midi contre les projets de réforme gouvernementale de la télévision et de la radio publiques tchèques. Il s'agit de la plus grande mobilisation contre le gouvernement tripartite dirigé par le Premier ministre Andrej Babiš.

La manifestation a été organisée à l'initiative de l'organisation civique Un million de moments pour la démocratie.

Sur la plus grande place de Prague, à Letná, environ 350 000 à 400 000 personnes ont protesté dimanche après-midi contre les projets et la politique du gouvernement, selon les médias. Les manifestants venus de nombreuses régions du pays ont vivement critiqué la politique du gouvernement et exigé la sortie du cabinet du parti de coalition Liberté et Démocratie directe (SPD), dirigé par Tomio Okamura, président de la Chambre des députés.

Alors qu'actuellement les deux médias sont financés par la population grâce au paiement obligatoire d'une redevance mensuelle, le gouvernement prévoit à l'avenir de les financer sur le budget de l'État. Cette proposition a suscité une forte résistance dans la société, beaucoup craignant que le gouvernement puisse exercer une influence sur le fonctionnement impartial et indépendant des deux médias. Selon les données rendues publiques, ce futur financement étatique serait bien inférieur aux recettes actuelles de la télévision et de la radio provenant des redevances.

Une large partie de l'opposition, de la presse et de l'opinion publique s'oppose également à ces changements, craignant que le financement étatique des médias de service public ne limite leur liberté. Plus largement, cette initiative est dénoncée par ses opposants comme une menace pour la liberté de la presse. Euronews 16 novembre 2026

En Centrafrique, ils ont mobilisé 500 figurants contre le gouvernement de Faustin-Archange Touadéra.

IA - En résumé, Faustin-Archange Touadéra est en conflit idéologique et sécuritaire ouvert avec l'Occident depuis près de dix ans, mais il joue habilement de la rivalité entre Moscou, Paris et Washington pour préserver son pouvoir et sa marge de manœuvre. Vous pouvez suivre l'évolution de sa diplomatie sur Jeune Afrique ou DW Afrique. (https://www.jeuneafrique.com)

J-C – Capito ?

Centrafrique: manifestation contre la hausse des prix des carburants à Bangui - TVMonde Info 13 novembre 2026

Plus de 500 personnes ont manifesté vendredi à Bangui pour dénoncer la hausse des prix des hydrocarbures en Centrafrique et réclamer la libération de cinq responsables d'organisations de la société civile arrêtés en octobre, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Cette manifestation s'est tenue à l'appel du Bloc républicain pour la défense de la Constitution (BRDC), à la suite d'une journée "*ville morte*" le 12 octobre dont cinq des organisateurs avaient été arrêtés. Ils sont toujours en détention.

La marche, qui a parcouru plus de trois kilomètres dans Bangui, a rassemblé plusieurs figures du BRDC, notamment Crépin Mboli-Goumba, Mahamat Kamoun et Martin Ziguélé, ainsi que des membres du BRDC, de l'opposition, de la société civile, des conducteurs de taxis-motos, des vendeurs ambulants et des habitants.

"*Cette marche est voulue par le peuple centrafricain de toutes catégories pour exprimer sa souffrance. Même la Bible déclare que lorsqu'un enfant demande du pain, on ne lui donne pas une pierre*", a déclaré Martin Ziguélé, porte-parole du BRDC.

France occupée.

Colère des lycéens : Les rassemblements interdits devant plusieurs lycées et universités à Paris - 20 Minutes avec AFP 16 novembre 2026

Les autorités haussent encore le ton pour mettre fin aux blocus des lycées et aux violences.

La préfecture de police de Paris a ainsi interdit tout rassemblement ou cortège non déclaré « *dans un rayon de 100 mètres* » autour de dix lycées et cinq sites universitaires de la capitale, à partir de lundi et jusqu'à vendredi inclus, selon un arrêté publié dimanche.

Sont concernés les lycées Charlemagne (4e arrondissement), Lavoisier (5e), Fénelon (6e), Montaigne (6e), Chaptal (8e), Racine (8e), Dorian (11e), Pierre-Gilles de Gennes (13e), Carnot (17e) et Balzac (17e). Cette interdiction s'applique également à la faculté des sciences et de l'ingénierie de Sorbonne Université (5e), au campus de sciences de Paris Cité (7e), aux centres René-Cassin et Lourcine de Panthéon-Sorbonne (13e) et à une annexe de Panthéon-Assas rue de Vaugirard (15e).

Canada : après les capitales européennes, la grogne estudiantine s'installe à Montréal - RT 14 nov. 2026

Le 13 novembre, des milliers d'étudiants sont descendus dans les rues à Montréal pour réclamer la réforme de l'aide financière aux études, davantage d'investissements en éducation postsecondaire et dénoncer la précarité, selon la presse. La manifestation a dégénéré en heurts entre des protestataires et la police qui a eu recours au gaz lacrymogène.

Des milliers de Portugais manifestent contre la crise du logement et la vie chère - RFI 15 novembre 2026

« *Maison ou vivre* », le collectif qui avait appelé à la manifestation pour le logement a mobilisé au moins 60 000 personnes à Lisbonne. La manifestation bon enfant n'en était pas moins très revendicative et dans le cortège, il n'a même pas manqué le célèbre chant « *J'ai deux passions* » des manifestations françaises.

« *On se bat parce que la loi sur les loyers est préapprouvée et si elle est votée, les choses vont empirer. On est dans une situation insupportable, les gens qui travaillent et gagnent 1 000 euros ne peuvent pas louer un appartement* », explique Flavio, militant de Vida justa, une des associations du collectif, au micro de notre correspondante à Lisbonne, Marie-Line Darcy.

Nathalie, une Franco-Portugaise, portait deux panonceaux, l'un portant le mot « démocratie », et l'autre, « *logement* ». « P*our avoir une démocratie, il faut que tout le monde puisse avoir un droit. Et là, en ce moment, au Portugal, ce n'est pas possible. Les prix sont beaucoup trop chers par rapport au salaire. C'est du n'importe quoi* », dénonce-t-elle.

La mobilisation de samedi a été lancée à la suite de l'adoption par le Parlement portugais d'un projet de réforme visant notamment à simplifier et accélérer les expulsions de locataires. Le texte proposé par le gouvernement de droite, qui ne dispose pas de la majorité absolue à l'Assemblée, a été voté

en première lecture fin septembre grâce à l'abstention de l'extrême droite, alors même que l'Espagne était secouée par des manifestations après l'expulsion de son logement d'une octogénaire madrilène, par la suite décédée.

Le Portugal est le pays de l'Union européenne où les prix du logement ont le plus augmenté par rapport aux revenus des ménages entre 2015 et 2025, l'indicateur mesurant cette évolution ayant bondi de 60,8 % sur cette période, loin devant les Pays-Bas, qui arrivent en deuxième position avec une hausse de 34,3 %, selon des données publiées cette semaine par l'Office statistique Eurostat.

Estonie.

J-C – Comme les deux autres pays baltes, la Lettonie et la Lituanie l'Estonie est connue pour sa glorification du nazisme. L'IA essaie de prouver le contraire maladroitement, il faut dire que les commémorations rendues à des nazis, qui ont eu lieu année après année dans ces trois pays, ne lui facilitent pas la tâche !

L'Estonie va fermer sa frontière avec la Russie - Le Nouvel Obs - RT 15 novembre 2026

L'Estonie va entièrement fermer sa frontière avec la Russie, a-t-elle annoncé ce dimanche 15 novembre. Cela fait suite à une tentative d'incendie d'une usine de drones orchestrée selon elle par le renseignement militaire russe, et déjouée in extremis.

L'Estonie, membre de l'UE et de l'Otan, maintenait trois postes-frontières ouverts avec la Russie, à Narva, Luhamaa et Koidula, pour le passage des piétons et des marchandises. Le passage des véhicules via Narva a été suspendu en février 2024 par la Russie.

Estonie : Marko Mihkelson veut négocier la paix en Ukraine… sans la Russie - RT 15 novembre 2026

Le président de la commission des Affaires étrangères du Parlement estonien, Marko Mihkelson, préconise des négociations entre Washington, les Européens et Kiev pour mettre fin au conflit, mais sans Moscou. Sur X, sa proposition a suscité des réactions ironiques sur l'utilité de négocier avec une partie absente.

J-C - Depuis 2012, il préside l'Association estonienne de l'OTAN, il s'est fanatisé !